

Brochure n° 3015

**Convention collective nationale**  
**IDCC : 1561. – CORDONNERIE MULTISERVICE**

AVENANT DU 5 MARS 2018  
RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX POUR 2018

NOR : ASET1851140M

IDCC : 1561

Entre :

FFCM,

D'une part, et

FNAA CFE-CGC ;

CMTE CFTC ;

CTH FO ;

THC CGT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

Les salaires minima bruts mensuels sont fixés pour une durée mensuelle de travail de 151,67 heures pour 35 heures hebdomadaires effectivement travaillées.

*(En euros.)*

OUVRIERS – EMPLOYÉS				
Catégorie	Échelon	Coefficient	Taux horaire	Salaire brut mensuel
I	1	140	9,93	1 506,05
	2	145	10,02	1 519,70
II	1	150	10,07	1 527,29
	2	155	10,11	1 533,35
III	1	165	10,73	1 627,39

(En euros.)

EMPLOYÉS. – TECHNICIENS. – AGENTS DE MAÎTRISE				
Catégorie	Échelon	Coefficient	Taux horaire	Salaire brut mensuel
IV	1	180	11,64	1 765,40
	2	200	12,89	1 954,99
V	1	220	14,18	2 150,64
VI	1	240	15,43	2 340,22

(En euros.)

CADRES				
Catégorie	Échelon	Coefficient	Taux horaire	Salaire brut mensuel
VII	1	270	17,34	2 629,91
VII	1	300	19,24	2 918,07
	2	320	20,51	3 110,69

Ces salaires sont des bases nationales et les salaires réels peuvent se déterminer au niveau de chaque entreprise.

La commission nationale se réunira une fois par an, pour examiner et appliquer le salaire de base national professionnel.

### **Article 2**

Le présent avenant sera mis en application le 1<sup>er</sup> mars 2018.

### **Article 3**

Les parties signataires conviennent qu'il sera procédé à la mise à jour des avenants de la convention collective portant, entre autres, sur l'égalité hommes femmes et la formation.

Pour ce faire, une première réunion est programmée le 5 mai 2018.

### **Article 4**

Les parties signataires conviennent de procéder aux formalités de dépôt auprès de la direction générale du travail et du greffe du conseil des prud'hommes, conformément aux dispositions des articles R. 2231-2 et suivants du code du travail.

### **Article 5**

Les parties signataires demandent au ministre du travail d'étendre le présent accord.

Fait à Paris, le 5 mars 2018.

(Suivent les signatures.)